Solidaires Finances Publiques D33
SYNDICAT NATIONAL
Section DISI SUD OUEST

@SolidairesFPD33
solidairesfinancespubliquesdisi33

La force de tous les agents de la DGFiP

boîte 29 - 80 rue de montreuil 75011 paris - 01.44.64.64.44 - fax 01.43.48.96.16 - solidairesfinancespubliques.fr - contact@solidairesfinancespubliques.fr

Bordeaux, le 27 Octobre 2021,

Madame la Directrice,

Nous voici réunis aujourd'hui, pour votre premier Comité Technique Local dont le sujet aurait pourtant pu paraître simple, même si nous y sommes sur le principe opposés et qui aura monopolisé un grand nombre de séances, de temps et d'énergie.

Nous ne pouvions pas commencer ce CTL sans revenir sur la séance du 21 Septembre 2021.

En effet, lors de cette réunion, la Direction n'a eu de cesse d'essayer de discréditer les organisations syndicales remettant en cause les arguments de Solidaires Finances Publiques, allant jusqu'à exiger des preuves et réfutant les dires d'une collègue de l'ESI 31, présente au CTL pour une autre organisation syndicale et qui confirmait nos propos.

La technologie et l'intelligence artificielle n'étant pas encore totalement abouties, les micros lors des visio-conférences, ne se coupent pas automatiquement, ce qui nous a permis d'entendre des propos diffamatoires et totalement inadmissibles pour Solidaires Finances Publiques.

Pendant que nous étions en train d'envoyer les copies d'écran, exigées par votre adjointe, faisant apparaître la liste des votants avec le détail de leurs choix, trouvez-vous normal, que l'administration ose dire « ce n'est pas possible qu'ils aient le détail des votes, quelqu'un de chez eux à dû pirater le logiciel » ?

De même nous regrettons fortement, malgré l'apport de preuves, l'attitude de la Direction qui a tenté un passage en force au mépris des notes officielles obligeant l'ensemble des OS à quitter la séance.

Suite à cette suspension définitive de séance, la Direction aurait été grandie d'avertir le personnel de l'ESI de Toulouse du report du règlement qui ne devait plus s'appliquer au 1er octobre 2021

Solidaires Finances Publiques exige que ce genre de comportement ne se reproduise plus à l'avenir, ce qui évitera de devoir en passer par un signalement au niveau de notre bureau national et de la Centrale.

Nous désirons vivement qu'un dialogue social, constructif et apaisé puisse enfin se mettre en place au sein de la DISI Sud-Ouest.